PROSPEC

DU

NATIO

AU PUBLIC.

Québec, 15 octobre, 1855.

Depuis longtemps le besoin d'un journal sincèrement dévoué aux intérêts populaires et destiné à relever le drapeau du parti démocratique au sein du district de Québec se fait sentir dans cette cité ainsi que dans toutes nos campagnes.

La presse française de Québec ne représente pas l'opinion unanime de ce district : telle est notre conviction. La dernière combinaison ministérielle a rallié nos deux seules feuilles françaises, jadis opposées l'une à l'autre, et maintenant appuyant de concert l'administration dont elles se partagent les faveurs.

Qu'en est-il résulté ? Le mutisme au sujet des actes les plus repréhensibles de l'administration, et le triomphe momentané de l'ancien système du *laissez-faire*. L'apathie politique semble avoir succédé au mouvement patriotique de nos luttes passées, et les voix généreuses de l'opposition sont devenues muettes parce qu'elles sont privées d'un organe indépendant qui puisse leur servir d'interprête. Les hommes éprouvés dans le combat et ceux qui luttaient par leurs vœux et par leurs sacrifices pour le triomphe de la cause populaire en sont réduits à se demander s'il leur faut se contenter de vivre dans le passé et s'il est vrai que le présent n'offre plus aucun gage de succès pour l'avenir.

Et pourtant il existe dans le district de Québec un parti démocratique, un parti fort et nombreux, dont l'opinion s'est manifestée d'une manière éclatante à l'époque des élections dernières, et qui se recrute au sein de la population agricole et industrielle.

Les hommes influents de ce parti nous ont priés

du cultivateur. Nulle intrigue, nu
son politique ne pourront paralyser
le progrès de notre race. M
travaillant à assurer le mainti
nationalité particulière, nous n'oubl
que nous devons accorder aux autre
droits et avantages que nous récla
nôtre, et nous nous efforcerons, de
elles, à favoriser le développement
tence commune comme nation.

Nous croyons fermement que l
colonies anglaises sur ce continent
jouir, dans un avenir très prochain,
d'un gouvernement indépendant de
L'augmentation constante des ress
province, l'accroissement rapide de l
l'extension de nos relations comme
la République voisine et les princip
de l'Europe, tout nous fait présager
d'indépendance que nous entrevoyo
bientôt pour nous.

Notre but est de préparer le peuple
ordre de choses, en travaillant de tou
à faire fonctionner d'une manière ef
toutes les classes de la société,
systèmes de municipalité et d'éducat
la législature apportera bientôt les
et améliorations que l'expérience
pas de suggérer.

Les limites restreintes d'un Prospe
permettent pas d'exprimer au long
touchant les questions importantes
tion intéresse le peuple de ce pays
il en est quelques-unes au sujet desqu

OSPECTUS

DU

IONAL.

AU PUBLIC.

ateur. Nulle intrigue, nulle combinai-
que ne pourront paralyser l'influence et
ès de notre race. Mais, tout en
t à assurer le maintien de notre
é particulière, nous n'oublierons jamais
devons accorder aux autres origines les
avantages que nous réclamons pour la
nous nous efforcerons, de concert avec
avoriser le développement de notre exis-
mune comme nation.

royons fermement que le peuple des
nglaises sur ce continent est appelé à
un avenir très prochain, des avantages
ernement indépendant de la métropole.
tation constante des ressources de la
l'accroissemeut rapide de la population,
de nos relations commerciales avec
que voisine et les principaux marchés
e, tout nous fait présager que cette ère
dance que nous entrevoyons déjà luira
r nous.

t est de préparer le peuple à ce nouvel
hoses, en travaillant de tous nos efforts
ctionner d'une manière efficace, parmi
classes de la société, les différents
le municipalité et d'éducation auxquels
re apportera bientôt les modifications
ations que l'expérience ne manquera
gérer.

es restreintes d'un Prospectus ne nous
pas d'exprimer au long nos opinions
s questions importantes dont la solu-
sse le peuple de ce pays. Toutefois
elques-unes au sujet desquelles il con-

sur la population sont demeurés muets tant que le fonctionnement du système actuel a opéré à leur avantage. Aujourd'hui ils cherchent à se prévaloir injustement et à notre préjudice de la supériorité numérique presque nominale de la partie supérieure de la province: et pourtant un coup d'œil sur la liste des représentants leur démontrerait que les canadiens français, dans le Bas-Canada, ne sont pas représentés en proportion de leur nombre. Dès que la majorité du Haut-Canada se sera prononcée dans le sens du rappel de l'union, nous n'hésiterons pas à conseiller à nos lecteurs de se joindre à ce mouvement, en prenant soin de n'intervenir que lorsque nous serons assurés que la dissolution du système actuel sera accompagnée des garanties que les sacrifices de cette section de la province lui donnent le droit d'exiger.

Nous dénoncerons l'odieuse vénalité qui se pratique maintenant et avec un cynisme révoltant au sein de la représentation nationale, et qui rappelle les jours de l'ancienne domination *tory* dont l'histoire a déjà flétri le souvenir. Les mêmes hommes ont ramené les mêmes temps.

L'opinion publique universellement exprimée avait obtenu la passation d'une loi qui assurait l'indépendance des mandataires du peuple et qni statuait qu'aucune personne recevant un salaire ou des émoluments de la couronne ne pourrait occuper un siége dans l'assemblée. Dans le cours de la dernière session, l'administration a fait passer une loi qui détruit virtuellement l'effet de la première, et, aujourd'hui, nombre de représentants remplissent des charges publiques rétribuées par le gouvernement. C'est ainsi que

s'il leur faut se contenter de vivre dans le passé et s'il est vrai que le présent n'offre plus aucun gage de succès pour l'avenir.

Et pourtant il existe dans le district de Québec un parti démocratique, un parti fort et nombreux, dont l'opinion s'est manifestée d'une manière éclatante à l'époque des élections dernières, et qui se recrute au sein de la population agricole et industrielle.

Les hommes influents de ce parti nous ont priés de prendre en mains la direction d'un journal démocratique. Nous avons longtemps hésité, non pas en considération des sacrifices personnels que l'acceptation de cette mission devait nous imposer, mais parce que nous désirions nous convaincre avant tout que cette entreprise offrait des garanties de stabilité et de succès.

Aujourd'hui, le doute à cet égard ne nous est plus permis, et nous sommes convaincus que la voix d'un devoir impérieux nous appelle à des luttes souvent ingrates, toujours difficiles et pénibles, mais au milieu desquelles l'appui de nos amis et surtout celui de la jeunesse du pays ne nous failliront point.

Nous allons donc prendre place dans les rangs de ceux qui ont accepté la mission de guider le peuple vers ses destinées futures, et auxquels la postérité demandera un compte sévère de la sincérité de leurs convictions et de l'honnêteté de leurs appréciations plutôt que du plus ou moins de talent qu'il leur aura été possible de mettre au service de leur patriotisme.

Nous avons cru devoir nommer notre journal « LE NATIONAL. »

Ce titre indique et notre but et les principes de la politique que nous désirons faire triompher.

Nous déclarons de la manière la plus formelle que nous n'entendons pas baser notre politique sur des distinctions d'origine nationale ; nous avouons toutefois que nous avons la foi la plus vive et la mieux appuyée sur une conviction sincère dans l'avenir de notre race. Les descendants de ceux qui ont implanté sur ce sol le culte des glorieuses traditions de la Vieille France sont devenus maintenant un peuple de près d'un million d'âmes. Le sol arrosé de leurs sueurs est leur propriété, l'héritage de leurs enfants ; les accents de la belle langue française retentissent sous les voûtes des salles législatives et des cours de justice, dans le salon de l'habitant des villes comme sous le toît

toutes les classes de la société, l[...]
systèmes de municipalité et d'éducati[...]
la législature apportera bientôt les n[...]
et améliorations que l'expérience n[...]
pas de suggérer.

Les limites restreintes d'un Prospec[...]
permettent pas d'exprimer au long [...]
touchant les questions importantes d[...]
tion intéresse le peuple de ce pays.
il en est quelques-unes au sujet desqu[...]
vient que nos amis n'ignorent p[...]
manière de voir.

Nous travaillerons sans relâche à[...]
rachat par la couronne de tous les dr[...]
de la tenure seigneuriale.

L'expérience a démontré la néces[...]
réforme du système électoral, et nous [...]
le peuple à exiger de ses mandata[...]
donnent à ce sujet important toute [...]
qu'il mérite

Nous nous efforcerons d'appeler l'at[...]
vrais amis du pays sur la nécessité de [...]
colonisation de la vaste étendue de ter[...]
qui sont destinées à décupler nos p[...]
agricoles et manufacturières, et nous n[...]
jamais de demander que les améliorati[...]
pensables au progrès de l'agriculture, [...]
trie et du commerce soient reparties d'u[...]
juste et équitable entre les deux sec[...]
province.

L'union des provinces a été opérée [...]
ment malgré les protestations du Ba[...]
mais encore dans le but avoué de l'op[...]
profit de l'autre section de la province[...]
que la nouvelle constitution nous a été[...]
les vrais amis du peuple ont toujours[...]
dans le but d'en prévenir les fâcheus[...]
quences, sans renoncer à l'espoir d'obt[...]
vocation de cet acte inique. L'opinion[...]
est encore la même à cet égard, et nou[...]
en faveur de la dissolution de l'union[...]
Néanmoins nous ne croyons pas qu'il c[...]
dans les circonstances présentes, d'ag[...]
question d'une manière active. Nous[...]
de près le mouvement qui s'opère dans [...]
Canada et que suscitent des hommes[...]
motifs bien connus sont loin d'être in[...]
un désir sincère de rendre justice anx [...]
français. Ces hommes qui s'agitent a[...]
pour demander que la représentation s[...]

classes de la société, les différents
e municipalité et d'éducation auxquels
re apportera bientôt les modifications
ations que l'expérience ne manquera
gérer.

es restreintes d'un Prospectus ne nous pas d'exprimer au long nos opinions s questions importantes dont la solu- sse le peuple de ce pays. Toutefois elques-unes au sujet desquelles il con- nos amis n'ignorent point notre voir.

vaillerons sans relâche à obtenir le a couronne de tous les droits casuels seigneuriale.

nce a démontré la nécessité de la système électoral, et nous engagerons a exiger de ses mandataires qu'ils ce sujet important toute l'attention

s efforcerons d'appeler l'attention des u pays sur la nécessité de faciliter la de la vaste étendue de terres incultes stinées à décupler nos productions manufacturières, et nous ne cesserons mander que les améliorations indis- a progrès de l'agriculture, de l'indus- nmerce soient reparties d'une manière itable entre les deux sections de la

es provinces a été opérée non seule- é les protestations du Bas-Canada, dans le but avoué de l'opprimer au tre section de la province. Depuis ile constitution nous a été imposée, s du peuple ont toujours travaillé 'en prévenir les fâcheuses consé- s renoncer à l'espoir d'obtenir la ré- et acte inique. L'opinion publique même à cet égard, et nous sommes la dissolution de l'union actuelle. nous ne croyons pas qu'il convienne, onstances présentes, d'agiter cette e manière active. Nous suivrons uvement qui s'opère dans le Haut- ue suscitent des hommes dont les connus sont loin d'être inspirés par re de rendre justice anx canadiens s hommes qui s'agitent aujourd'hui er que la représentation soit basée

L'opinion publique universellement exprimée avait obtenu la passation d'une loi qui assurait l'indépendance des mandataires du peuple et qni statuait qu'aucune personne recevant un salaire ou des émoluments de la couronne ne pourrait occuper un siége dans l'assemblée. Dans le cours de la dernière session, l'administration a fait passer une loi qui détruit virtuellement l'effet de la première, et, aujourd'hui, nombre de repré- sentants remplissent des charges publiques rétribuées par le gouvernement. C'est ainsi que le pouvoir a conservé les sympathies des uns, vaincu les répugnances des autres, et qu'il se maintient depuis son intronisation.

Les intérêts du peuple ne peuvent être sûrement maintenus que par une chambre entièrement indépendante, et, pour que cette indépendance soit réelle, il faut que ministres et représen- tants ne puissent accepter des charges lucratives que quatre ans après leur sortie de la vie pu- blique.

Enfin nous croyons devoir déclarer que nous considérerons toujours les questions d'un intérêt purement local comme subordonnées à celles qui tendront à promouvoir le progrès de la province entière.

Le NATIONAL paraîtra d'abord deux fois, puis trois fois par semaine, sous un format semblable à celui du "*Canadien.*" Nous en commencerons la publication dès que nos amis de la campagne nous auront fait parvenir les listes d'abonnement dans leurs localités respectives.

Nous consacrerons une partie importante de notre feuille aux affaires et aux nouvelles com- merciales, et, dans le but d'en rendre la circula- tion avantageuse sous ce rapport aux personnes *qui nous favoriseront de leurs annonces,* elle sera publiée le matin. Cela nous permettra en même temps de reproduire les nouvelles les plus récentes et d'expédier le journal sans retard à nos abonnés des campagnes.

P. G. HUOT,
T. FOURNIER,
M. A. PLAMONDON.

Prix de l'abonnement : QUATRE piastres par an, payables par semestre et D'AVANCE.

N. B.—Adresser, *franco,* au bureau du NATIONAL, Rue St. Pierre.